



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n° 1

## **Loi sur le ministère de la Métropole**

---

### **Présentation**

**Présenté par**  
**M. Serge Ménard**  
**Ministre d'État à la Métropole**

---

**Éditeur officiel du Québec**  
**1996**

#### NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi prévoit la création du ministère de la Métropole dirigé par un ministre désigné sous le titre de ministre d'État à la Métropole.*

*Ce ministre a pour mission de susciter et de soutenir l'essor économique, culturel et social de la métropole et d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. Il agit comme catalyseur et rassembleur pour la promotion des intérêts de la métropole, est le conseiller du gouvernement sur toute question relative à celle-ci et est notamment chargé d'élaborer et de proposer au gouvernement des orientations et des politiques favorables à l'épanouissement de la métropole.*

*Le projet de loi décrit de plus le territoire constituant la métropole, donne des pouvoirs spécifiques au ministre et contient des dispositions relatives à l'organisation du ministère ainsi que des dispositions modificatives, transitoires et finales.*

#### LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34);
- Loi sur la Régie des installations olympiques (L.R.Q., chapitre R-7);
- Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal (L.R.Q., chapitre S-14.1);
- Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal (L.R.Q., chapitre S-17.2);
- Loi concernant le Village olympique (1976, chapitre 43);
- Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives (1995, chapitre 65).

## Projet de loi n° 1

### **Loi sur le ministère de la Métropole**

CONSIDÉRANT que Montréal, fondé en 1642, était appelé à jouer un rôle primordial dans le développement économique, culturel et social du Québec en raison de sa situation stratégique sur le Saint-Laurent, qui en faisait un point de rencontre entre l'Europe et l'Amérique du Nord;

CONSIDÉRANT que Montréal et sa région constituent une métropole, lieu privilégié de production et d'échange économiques et culturels;

CONSIDÉRANT que la croissance économique du Québec et l'épanouissement de sa culture sont indissolublement liés à sa métropole et que les acteurs économiques, culturels et sociaux doivent être mobilisés pour lui donner un nouvel essor;

CONSIDÉRANT que la contribution de la métropole est essentielle au progrès du Québec dans toutes ses spécificités et que des actions appropriées doivent être entreprises pour accélérer et soutenir son développement;

CONSIDÉRANT qu'un ministère de la Métropole apparaît comme un moyen efficace de canaliser et d'harmoniser ces actions;

## LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIVIT:

### SECTION I

#### RESPONSABILITÉS DU MINISTRE

**1.** Le ministère de la Métropole est dirigé par un ministre nommé en vertu de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18) et désigné sous le titre de ministre d'État à la Métropole.

**2.** Le ministre a pour mission de susciter et de soutenir l'essor économique, culturel et social de la métropole et d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement.

En concertation avec les ministres concernés, ses interventions portent, en particulier, sur la promotion économique et touristique de la métropole, l'aménagement de son territoire ainsi que l'organisation des transports et des voies de communication qui la desservent.

**3.** Le ministre agit comme catalyseur et rassembleur pour la promotion des intérêts de la métropole. À ce titre, il facilite la concertation:

1° entre l'État et le secteur privé afin de favoriser la complémentarité de leurs interventions;

2° entre les partenaires privés, de façon à ce que leur participation au développement de la métropole s'intensifie et se réalise de manière harmonieuse;

3° entre le gouvernement du Québec, la Communauté urbaine de Montréal et les municipalités afin de favoriser leur unité d'action;

4° entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada.

En outre, il cherche à accroître la convergence et l'efficacité des actions des autorités locales et régionales de la métropole. Il élabore, en collaboration avec ces autorités, des mesures visant à simplifier le processus de décision portant sur l'ensemble du territoire de la métropole.

**4.** Le ministre est d'office le conseiller du gouvernement sur toute question relative à la métropole. Il donne aux ministres titulaires des divers ministères du gouvernement tout avis qu'il estime opportun pour la promotion des intérêts de la métropole, coordonne les activités gouvernementales qui concernent la métropole et en assure la cohérence. À ce titre :

1° il est associé à l'élaboration des mesures et des décisions ministérielles ayant un impact significatif sur la métropole ;

2° son avis est requis sur toute mesure ayant un impact significatif sur la métropole, avant qu'elle ne soit soumise pour décision au Conseil du trésor ou au gouvernement.

Il incombe aux ministères et organismes du gouvernement de communiquer au ministre les renseignements nécessaires à l'exercice de ces responsabilités.

**5.** Le ministre élabore et propose au gouvernement des orientations et des politiques favorables à l'épanouissement de la métropole et supervise leur réalisation.

Plus spécifiquement :

1° il peut convenir, avec les ministères et les organismes concernés, de modalités de collaboration pour faciliter l'élaboration et la réalisation de ces orientations et politiques ;

2° il apporte, aux conditions qu'il détermine, son soutien financier à la réalisation d'actions visant le développement et la promotion de la métropole ;

3° il fournit les services qu'il juge nécessaires à toute personne, association, société ou organisme ;

4° il peut réaliser ou faire réaliser des recherches, inventaires, études et analyses et les rendre publics.

**6.** Les responsabilités du ministre s'exercent à l'égard du territoire constituant la métropole décrit à l'annexe. Le gouvernement modifie au besoin cette annexe pour que la description de ce territoire continue de correspondre à celui de la région métropolitaine de recensement.

**7.** Le ministre peut, dans l'intérêt de la métropole, conclure, conformément à la loi, des ententes avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation.

**8.** Le ministre peut également conclure avec toute personne, association, société ou organisme des ententes dans les domaines de sa compétence.

**9.** Le ministre et la Communauté urbaine de Montréal ou les municipalités dont le territoire est compris dans celui décrit à l'annexe peuvent conclure des ententes. Ces ententes peuvent déroger à la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre I-15).

**10.** Le ministre dépose à l'Assemblée nationale un rapport des activités du ministère de la Métropole pour chaque exercice financier dans les six mois de la fin de cet exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

## SECTION II

### ORGANISATION DU MINISTÈRE

**11.** Le gouvernement nomme, conformément à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1), une personne au titre de sous-ministre du ministère de la Métropole.

**12.** Sous la direction du ministre, le sous-ministre administre le ministère.

Il exerce, en outre, toute autre fonction que lui assigne le gouvernement ou le ministre.

**13.** Dans l'exercice de ses fonctions, le sous-ministre a l'autorité du ministre.

**14.** Le sous-ministre peut, par écrit et dans la mesure qu'il indique, déléguer à un fonctionnaire ou au titulaire d'un emploi l'exercice de ses fonctions visées par la présente loi.

Il peut, dans l'acte de délégation, autoriser la subdélégation des fonctions qu'il indique; le cas échéant, il identifie le fonctionnaire ou le titulaire d'un emploi à qui cette subdélégation peut être faite.

**15.** Le personnel du ministère est constitué des fonctionnaires nécessaires à l'exercice des fonctions du ministre; ceux-ci sont nommés et rémunérés conformément à la Loi sur la fonction publique.

Le ministre détermine les devoirs de ces fonctionnaires pour autant qu'il n'y est pas pourvu par la loi ou par le gouvernement.

**16.** La signature du ministre ou du sous-ministre donne autorité à tout document provenant du ministère.

Aucun acte, document ou écrit n'engage le ministre ni ne peut lui être attribué, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre, par un membre du personnel du ministère ou par un titulaire d'un emploi mais, dans le cas de ces deux derniers, uniquement dans la mesure déterminée par le gouvernement.

**17.** Le gouvernement peut permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature du ministre ou du sous-ministre soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.

Le gouvernement peut également permettre qu'un fac-similé de cette signature soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il détermine. Le fac-similé doit être authentifié par le contreseing d'une personne autorisée par le ministre.

**18.** Un document ou une copie d'un document provenant du ministère ou faisant partie de ses archives, signé ou certifié conforme par une personne visée au deuxième alinéa de l'article 16, est authentique.

### SECTION III

#### DISPOSITIONS MODIFICATIVES, TRANSITOIRES ET FINALES

**19.** L'article 1 de la Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34) est modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«31° Le ministère de la Métropole.».

**20.** L'article 1 de la Loi sur la Régie des installations olympiques (L.R.Q., chapitre R-7) est modifié par le remplacement du paragraphe c par le suivant:

«c) «ministre», le ministre d'État à la Métropole.».

**21.** L'article 30 de la Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal (L.R.Q., chapitre S-14.1) est modifié par le remplacement des mots « désigné par le gouvernement » par les mots « d'État à la Métropole ».

**22.** L'article 4 de la Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal (L.R.Q., chapitre S-17.2), modifié par l'article 49 du chapitre 19 des lois de 1995, est remplacé par le suivant :

« **4.** Trois personnes sont déléguées auprès du conseil d'administration dont deux par le ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie et le ministre de l'Éducation parmi les membres du personnel de leur ministère respectif et une par le ministre d'État à la Métropole. ».

**23.** L'article 46 de cette loi, modifié par l'article 58 du chapitre 19 des lois de 1995, est de nouveau modifié par le remplacement des mots « de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie » par les mots « d'État à la Métropole ».

**24.** L'article 1 de la Loi concernant le Village olympique (1976, chapitre 43) est modifié par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant :

« *e* ) « ministre » : le ministre d'État à la Métropole. ».

**25.** L'article 24 de la Loi sur l'Agence métropolitaine de transport et modifiant diverses dispositions législatives (1995, chapitre 65) est modifié par la suppression, dans la quatrième ligne du paragraphe 2° du premier alinéa et après le mot « ministre », des mots « des Transports ».

**26.** L'article 83 de cette loi est modifié :

1° par l'addition, à la fin du paragraphe 4° du deuxième alinéa et après le mot « ministre », des mots « des Transports » ;

2° par l'insertion, après le deuxième alinéa, de l'alinéa suivant :

« Lorsque l'entente porte sur un sujet visé au paragraphe 4° ou 5° du deuxième alinéa, l'accord du ministre des Transports est requis à cet égard. ».

**27.** L'article 171 de cette loi est modifié par l'insertion, dans les premier et deuxième alinéas et après le mot « ministre », des mots « des Transports ».



**28.** L'article 173 de cette loi est modifié par le remplacement des mots «des Transports» par les mots «d'État à la Métropole».

**29.** Les membres du personnel d'un ministère qui exercent, au sein du Secrétariat à la métropole du ministère du Conseil exécutif, des fonctions dévolues au ministre d'État à la Métropole deviennent, sans autre formalité, des membres du personnel du ministère de la Métropole.

**30.** Les crédits accordés pour l'exercice financier 1996-1997 à un ministère ou à un organisme du gouvernement et relatifs à une matière dévolue au ministre d'État à la Métropole sont, dans la mesure que détermine le gouvernement, transférés au ministère de la Métropole.

**31.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

## A N N E X E

### TERRITOIRE CONSTITUANT LA MÉTROPOLE

L'ensemble des territoires des entités suivantes :

Ville d'Anjou  
 Ville de Baie-d'Urfé  
 Ville de Beaconsfield  
 Ville de Beauharnois  
 Paroisse de Bellefeuille  
 Ville de Beloeil  
 Ville de Blainville  
 Ville de Boisbriand  
 Ville de Bois-des-Filion  
 Ville de Boucherville  
 Ville de Brossard  
 Ville de Candiac  
 Ville de Carignan  
 Ville de Chambly  
 Ville de Charlemagne  
 Ville de Châteauguay  
 Cité de Côte-Saint-Luc  
 Ville de Delson  
 Ville de Deux-Montagnes  
 Ville de Dollard-des-Ormeaux  
 Cité de Dorval  
 Canton de Gore

Ville de Greenfield Park  
Ville de Hampstead  
Ville de Hudson  
Réserve indienne de Kahnawake  
Ville de Kirkland  
Ville de Lachenaie  
Ville de Lachine  
Village de Lafontaine  
Ville de La Plaine  
Ville de La Prairie  
Ville de LaSalle  
Ville de L'Assomption  
Ville de Laval  
Village de Lavaltrie  
Ville de Le Gardeur  
Ville de LeMoyne  
Ville de Léry  
Municipalité des Cèdres  
Ville de L'Île-Bizard  
Ville de L'Île-Cadieux  
Ville de L'Île-Dorval  
Ville de L'Île-Perrot  
Ville de Longueuil  
Ville de Lorraine  
Ville de Maple Grove  
Ville de Mascouche  
Municipalité de McMasterville  
Village de Melocheville  
Ville de Mercier  
Ville de Mirabel  
Ville de Montréal  
Ville de Montréal-Est  
Ville de Montréal-Nord  
Ville de Montréal-Ouest  
Ville de Mont-Royal  
Ville de Mont-Saint-Hilaire  
Municipalité de Notre-Dame-de-Bon-Secours  
Paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot  
Municipalité d'Oka  
Paroisse d'Oka  
Ville d'Otterburn Park  
Ville d'Outremont  
Ville de Pierrefonds  
Ville de Pincourt  
Village de Pointe-Calumet

Ville de Pointe-Claire  
Village de Pointe-des-Cascades  
Ville de Repentigny  
Ville de Richelieu  
Ville de Rosemère  
Ville de Roxboro  
Municipalité de Saint-Amable  
Ville de Saint-Antoine  
Paroisse de Saint-Antoine-de-Lavaltrie  
Ville de Saint-Basile-le-Grand  
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville  
Paroisse de Saint-Colomban  
Ville de Saint-Constant  
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue  
Ville de Sainte-Anne-des-Plaines  
Ville de Sainte-Catherine  
Ville de Sainte-Geneviève  
Ville de Sainte-Julie  
Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac  
Ville de Sainte-Thérèse  
Ville de Saint-Eustache  
Paroisse de Saint-Gérard-Majella  
Ville de Saint-Hubert  
Paroisse de Saint-Isidore  
Ville de Saint-Jérôme  
Paroisse de Saint-Joseph-du-Lac  
Ville de Saint-Lambert  
Ville de Saint-Laurent  
Paroisse de Saint-Lazare  
Ville de Saint-Léonard  
Municipalité de Saint-Mathias-sur-Richelieu  
Municipalité de Saint-Mathieu  
Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil  
Paroisse de Saint-Philippe  
Ville de Saint-Pierre  
Municipalité de Saint-Placide  
Paroisse de Saint-Sulpice  
Village de Senneville  
Municipalité de Terrasse-Vaudreuil  
Ville de Terrebonne  
Ville de Varennes  
Ville de Vaudreuil-Dorion  
Village de Vaudreuil-sur-le-Lac  
Ville de Verdun  
Ville de Westmount